

# Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation



18 juin 2020

## Sommaire

- @ Edito du NPA 33 : Pour nos droits et un autre avenir, construire nos luttes
- @ Contre la dégradation de l'éducation : faisons entendre nos exigences !
- @ Des « vacances apprenantes » qui ne résoudront pas les inégalités sociales
- @ Le « prof bashing » : le moyen d'expliquer pourquoi le Ministre n'a pas pu tenir ses promesses
- @ Prof à 693 € par mois ?
- @ 2S2C : le champ expérimental des nouvelles attaques de Blanquer
- @ La « fonction » de direction, c'est toujours non !

## Pour nos droits et un autre avenir, construire nos luttes

Les plus de 200 manifestations du 16 juin ont fait entendre la profondeur de la colère dans le secteur de la santé. La mobilisation a été un succès, avec par exemple entre 7000 et 10 000 personnes à Bordeaux, de l'hôpital public, et aussi du privé, avec des cortèges de cliniques et d'Ehpad, en particulier les jeunes générations très présentes, dénonçant la précarité, les bas salaires, le manque de personnel, les conditions de travail inacceptables. A Paris, le pouvoir a répondu avec les lacrymos.

A l'hôpital, l'après confinement s'avère pire que l'avant avec les mêmes problèmes qui se posent dans une situation dégradée par l'épidémie. La mascarade du « *Séjour de la santé* » piloté par Notat révèle toute l'impasse du « *dialogue social* » et le mépris du gouvernement pour qui il n'est question d'augmenter ni les moyens pour la santé, ni les salaires de tous les personnels, alors qu'au contraire, c'est vers une accélération des restructurations et des attaques que l'on va.

Cette colère rejoint celle de la jeunesse qui se mobilise, malgré les interdictions de manifester, contre le racisme et les violences policières. Elle fait face au même mépris de Macron qui a apporté son soutien à la police dénonçant, avec les mêmes mots provocateurs que l'extrême droite, le « *communautarisme* » de ceux qui luttent contre le racisme.

C'est la colère aussi des travailleurs

contre les licenciements et les fermetures d'usine. A Derichebourg, sous-traitant de l'aéronautique à Toulouse, les salariés ont mené une semaine de lutte contre un accord de performance collective (APC), avant que FO ne finisse par le signer. Ces accords, que Pénicaud veut généraliser, sont un véritable chantage qui impose aux salariés des baisses de salaires sous la menace de suppressions d'emplois. Pour Derichebourg, ce serait 750 postes sur 1600 ! Devant l'usine, certains salariés dénonçaient : « *Un APC, c'est passer par le choléra pour avoir la peste ensuite car rien ne nous dit qu'il n'y aura pas de licenciements une fois l'APC signé* ».

### Systeme en faillite

Chantage à l'emploi, chômage, répression, toute la politique du pouvoir et du patronat transpire le mépris des premiers de cordée prêts à mordre pour défendre leurs privilèges au moment où la récession menace leur système de faillite.

Macron, pantin du CAC 40, en pleine déroute aux municipales et crise parlementaire, prétend « *dessiner en quelques lignes notre nouveau chemin* » pour mieux poursuivre la même politique.

Les cadeaux pleuvent plus que jamais pour les patrons, « *500 milliards d'euros pour notre économie* » se félicite Macron, avec les 8 milliards du plan automobile, ou les 15 milliards du plan aéronautique. Et quand, au nom de la « *souveraineté nationale* », il prétend que ces cadeaux sont

« *pour ne pas dépendre des autres* » pays, c'est pour mieux cacher que toute l'économie dépend de nous, les travailleurs, que son pouvoir continue d'attaquer : durcissement de l'exploitation, chantage des APC, poursuite des mesures d'exception du « *plan d'urgence sanitaire* », et une véritable campagne pour nous faire « *travailler et produire davantage* ».

Cette politique ne mettra pas un terme à la récession engagée, avec les faillites d'entreprises qui se multiplient et le chômage qui explose. Elle aggrave encore la dette publique pour renflouer les multinationales et les banques. Elle aggrave aussi le déficit de la Sécurité sociale dont un rapport annonce ce mardi que celui de la branche assurance-maladie passerait de 1,46 milliards à 31 milliards en un an, à cause de la baisse brutale des recettes du fait de l'explosion des exonérations de cotisations patronales, du recours massif au chômage partiel, et de l'explosion des dépenses liées à la crise sanitaire.

### Préparer la suite du 16...

Comme les travailleurs de la santé l'ont fait entendre le 16 juin, alors que les confédérations syndicales n'ont aucun plan de bataille, c'est une mobilisation d'ampleur dont nous avons besoin pour mettre un terme à ces politiques.

Pour empêcher la loi du profit de conduire toute la société à la catastrophe, nous avons besoin de discuter de perspectives pour que nous, les travailleurs et la jeu-

nesse, impositions notre contrôle démocratique sur l'économie et toute la marche de la société.

Cela passe par la prise en mains de nos luttes aujourd'hui, pour entraîner, encou-

rager, aider dans nos services, nos ateliers, nos quartiers à s'organiser, à faire entendre nos exigences, notre légitimité pour imposer l'augmentation des salaires, des conditions de travail et de vie dignes

pour toutes et tous, l'interdiction des licenciements et le partage du temps de travail entre tous !

Mercredi 17 juin 2020

---

## Contre la dégradation de l'éducation : faisons entendre nos exigences !

Les portes des établissements se sont réouvertes progressivement sur une drôle de situation : des rubalises, des fléchages, des interdits, des salles et des cours bien vides, des collègues et des jeunes qui ne font que se croiser dans le secondaire, des classes de primaire qui peinent à retrouver leurs élèves... Et ce n'est pas le diktat de Macron de rétablir l'obligation scolaire le 22 juin, à 15 jours de la sortie, qui va miraculeusement faire revenir ceux qui se sont éloignés de l'école. D'autant que le protocole sanitaire allégé et la distanciation réduite ne permettent toujours pas l'accueil de tous les élèves.

Après deux mois de confinement particulièrement difficile, le déconfinement a été tout aussi brutal, instaurant un climat lourd dans les établissements, avec des protocoles sanitaires surréalistes qui ont tout plombé, et qui ont plus servi de prétexte au ministère incapable de répondre au besoin d'accueillir tous les jeunes qu'au besoin sanitaire et pédagogique.

Pour l'instant, la richesse de la vie collective et des échanges n'ont pas encore repris leurs droits. Chacun fait face avec le sentiment de ne pas pouvoir faire son boulot correctement et de devoir subir en prime une campagne de prof bashing initiée par le ministre lui-même pour cacher sa propre incurie.

Tout est réuni pour que la colère déjà accumulée avant la crise sanitaire s'approfondisse et s'élargisse. Il lui faut trouver les moyens de s'exprimer collectivement.

### L'école mise à nu

Les trois mois que nous venons de vivre ont agi comme un puissant révélateur du recul du système éducatif, produit de dizaines d'années de politiques d'économie qui ont démantelé l'école.

L'insuffisance des locaux est patente à l'heure où il faudrait pouvoir accueillir moins d'élèves par classe, avec plus d'espace pour chacun. Et indépendamment des menaces d'épidémie, ce serait de toutes façons un minimum pour bien travailler.

Le manque de profs, et de personnels d'entretien, administratifs et de vie scolaire est devenu une évidence pendant le confinement où le suivi de chaque jeune aurait demandé beaucoup plus de collègues. Avec le déconfinement, le constat est le même alors qu'il faudrait pouvoir travailler avec moins d'enfants dans chaque classe.

Le manque de moyens matériels a sauté aux yeux de toute la société quand le confinement a mis en lumière que la majorité des jeunes des classes populaires n'avaient pas à leur disposition les outils informatiques et les connexions nécessaires pour travailler convenablement. Sans parler de l'absence de formation des profs et le manque d'outils adaptés pour le télétravail qui s'est résumé à une immense improvisation épuisante, dont Blanquer essayait de tirer une petite gloriole avec des formules creuses comme la « *continuité pédagogique* »... et la promotion peu discrète de la marchandisation de services « éducatifs » par des boîtes privées.

Les inégalités sociales au sein de la jeunesse qui se répercutent tout au long de la scolarité sont apparues plus cinglantes encore.

Tout a été mis à nu pendant ces trois mois, et principalement l'inorganisation et l'incompétence de ceux qui nous dirigent. Ce qui a tenu dans le système éducatif n'est venu que de nous, les travailleurs de l'éducation : volontaires nombreux pour accueillir les enfants de soignants, profs qui ont assuré comme ils ont pu, personnels mis à rude épreuve pour le nettoyage et la désinfection, et tous les autres collègues qui ont fait le boulot pour maintenir des liens avec les enfants et les familles.

### Des questions qui restent brûlantes

A quelques jours des vacances d'été, aucun de ces problèmes n'est réglé et on peut s'attendre à une rentrée particulièrement difficile.

S'y ajouteront les conséquences des réformes en cours : DGH en baisse, postes supprimés, notamment avec la réforme du lycée et du lycée professionnel ; la précarité qui va encore être accrue ; la perte de leur travail pour de nombreux collègues délégués académiques ; le statut des AESH toujours maintenus dans la précarité et en nombre insuffisant.

Nous savons déjà que l'endettement dû aux dizaines de milliards d'« argent magique » soi-disant destinés à sauver l'économie, servira d'argument pour justifier le gel des salaires, alors même que les prix augmentent et que l'explosion du chômage et de la pauvreté se répercute sur nous et nos proches.

L'endettement massif de l'Etat servira aussi à justifier la poursuite des suppressions de postes, le développement de « sous-statuts » de profs et de personnels d'éducation, et la relance de l'offensive contre nos retraites.

### Pour notre avenir, faisons entendre nos exigences

Face à ces attaques qui touchent tous les personnels de l'éducation et qui sont les mêmes que subissent l'ensemble des travailleurs du privé comme du public, nous ne pourrions compter que sur notre capacité à faire entendre collectivement nos exigences : des augmentations de salaires pour tous de 300 € immédiatement ; pas un seul salaire, pas une seule pension en-dessous de 1800 € nets ; arrêts des suppressions de postes et titularisation de tous les précaires ; constructions d'établissements, d'installations sportives et culturelles publiques et embauches massives pour accueillir correctement tous les enfants dans des classes à effectifs réduits. C'est un vaste plan d'urgence pour l'éducation dont nous avons besoin, comme la société a besoin d'un plan d'urgence pour la santé.

A l'heure où la récession fait craquer la société, l'avenir dépendra de nos mobilisations, de nos résistances, en commençant par discuter, entre nous, dès maintenant, de prendre en main nos

conditions de travail, nos salaires.

Contre l'école de plus en plus inégalitaire qu'ils nous préparent avec d'un côté, un bon enseignement pour une élite et de l'autre une école de base réduite aux « savoirs fondamentaux » pour tous les autres, plus que jamais se pose le problème de lutter

pour une école de l'émancipation, des échanges, des savoirs et des expérimentations collectives pour tous les enfants, une école d'esprits libres du XXIème siècle... qui ne pourra exister qu'en renversant cette société.

---

## Des « vacances apprenantes » qui ne résoudront pas les inégalités sociales

Pas avares en belles formules creuses pour masquer la dégradation du système éducatif et l'explosion des inégalités, Blanquer a présenté début juin, son opération « *vacances apprenantes* » qui devrait se décliner en « *Ecole ouverte* », « *Ecole ouverte buissonnière* », « *Été du Pro* » et « *Colos apprenantes* », dispositifs qui s'adressent en priorité aux enfants des quartiers populaires. Concrètement l'Etat prévoit de mobiliser 200 millions d'euros dont 100 millions pour le plan Quartier été du ministère de la Ville... une misère par rapport au plan de relance économique !

Après avoir prétendu que l'Education nationale serait capable d'assurer la « *continuité pédagogique* » pendant le confinement, Blanquer a dû reconnaître un creusement des inégalités que le déconfinement n'a en rien résolu et que les vacances scolaires ne pourront qu'accentuer. Ce n'est pas nouveau, un jeune sur trois ne part pas en vacances. Ce taux double dans les quartiers populaires, et avec les effets du confinement et de la crise, la situation ne peut que s'aggraver cet été.

En réalité l'« *Ecole ouverte* » est un dispositif qui existe déjà et accueille, avec des enseignants volontaires, 70 000 jeunes chaque année mais Blanquer voudrait faire passer ce chiffre à 400 000, en l'élargissant notamment aux lycées professionnels. « *L'Été du pro* » cible en effet les élèves recalés en juin et devant repasser les exams en septembre avec surtout un objectif d'insertion professionnelle.

Blanquer compte sur les enseignants, les directeurs d'école et les chefs d'établissement pour vendre le dispositif aux parents et les convaincre d'y envoyer leurs enfants... Mais il n'y a pas que les jeunes à trouver. L'Education Nationale a déjà du mal à trouver suffisamment d'enseignants l'été en temps normal. Là, il s'agit en un mois d'en trouver 5 fois plus pour atteindre l'objectif annoncé. En réalité, il est déjà prévu le recrutement de 10 000 animateurs dont les chefs d'établissement devront valider l'engagement... et qui devront probablement pour une part s'improviser enseignants.

La seule véritable nouveauté dans toutes ces annonces est le dispositif « *Colos apprenantes* » qui prévoit de soutenir les colonies de vacances s'engageant dans une « *scolarisation de leurs activités* » grâce à un financement de l'Etat (pour 80% des dépenses) et des collectivités territoriales (pour 20%)... Blanquer qui ne connaît que la fuite en avant, les décisions à l'emporte-pièce sans concertation, s'assoit ainsi sur plus d'un demi-siècle d'expérience d'éducation populaire qui a su développer d'autres modes éducatifs, d'autre forme d'apprentissage dans les colonies de vacances, tout autant nécessaire pour le développement des enfants que le cadre scolaire ou familiale. Et il est surtout à craindre qu'à travers ces séjours labellisés soient favorisées des structures privées prêtes à fournir ce que veut le gouvernement pour obtenir les subventions au détriment du réseau d'éducation populaire déjà fragilisé ! Un avant-goût des menaces qui pèsent sur l'Education pour la rentrée !

---

## Le « prof bashing » : le moyen d'expliquer pourquoi le Ministre n'a pas pu tenir ses promesses

Mardi dernier, une « *enquête de France 2* » sur l'absentéisme supposé des profs après le déconfinement lance les festivités concernant les profs « *décrocheurs* ». Le même soir, l'émission de Pujadas sur LCI s'intitule « *Ecole : où sont passés les profs absents* ». Mercredi, Dominique Seux dans la Matinale de France Inter relaie le propos d'un responsable ministériel : « *Si les salariés de la grande distribution avaient été aussi courageux que l'Éducation nationale, les Français n'auraient rien eu à manger* ». Et ainsi de suite pendant plusieurs jours. En somme, si tous les élèves n'ont pas repris c'est parce que les enseignants sont des « *tire-au-flanc* » (pour Nicolas Beytout du journal L'Opinion) « *en roue libre, bien décidés à glisser doucement vers les grandes vacances* » (selon un ancien responsable ministériel).

Cette opération de communication sur la fainéantise des profs n'est évidemment par nouvelle. Néanmoins, elle prend un aspect particulièrement odieux en cette période car elle permet de cacher les véritables responsabilités.

Jean-Michel Blanquer le 28 mai disait : « *toutes les familles qui le souhaitent doivent pouvoir scolariser leur enfant au moins une partie de la semaine* ». Il était matériellement impossible de tenir

cette promesse dans les conditions de l'épidémie et du protocole sanitaire. Le simple fait que les classes ne doivent pas dépasser 10 puis 15 élèves, dans des locaux qui eux ne sont pas extensibles ne permettait évidemment pas d'accueillir tous les élèves. Dans tous les cas, le problème n'a pas été le manque d'enseignants, mais le manque d'élèves revenant en classe et le manque de place dans les locaux. Dès le début, le Ministre savait bien que cette promesse était irréaliste...

Son goût pour les belles déclarations est vraiment une constante. Malheureusement, la parole n'est pas performative, il ne suffit pas de décréter pour que tout se mette en place effectivement. Et, systématiquement, lorsqu'il y a un hiatus entre les propos du ministre et la réalité, ce sont les profs qui en sont responsables.

Avec le confinement, le ministre annonçait que tout était prêt pour assurer les cours à distance et que l'école continuerait normalement avec tous les élèves. Bien évidemment, rien n'était prêt, et si l'école a pu fonctionner c'est grâce à l'engagement des profs qui ont dû redoubler de travail pour assurer la fameuse « *continuité pédagogique* ». La vacance ministérielle a été éblouissante dans cette période, aucune aide matérielle majeure

(comme des ordinateurs, des connexions Internet) n'a été donnée aux profs et aux familles.

Ce ne sont pas les profs, accusés par le gouvernement qui cherche à masquer son incurie, qui sont des « *tire-au-flanc* ». Blan-

quer ne nous sert à rien. Profitons de ce que nous avons appris à faire par nous-mêmes, pendant le confinement pour prendre nos affaires en main, tous les travailleurs de l'éducation, avec les familles.

---

## Prof à 693 € par mois ?

Le ministère a lancé une campagne de recrutement de profs, sans doute inquiet d'en manquer à la rentrée, le métier n'attirant plus, et sans doute aussi si l'épidémie reprenait.

En tout cas, durant le confinement, il a mis en ligne une campagne de préprofessionnalisation avec un clip très court invitant les étudiants de 2<sup>ème</sup> année de licence enseignement à signer un contrat dans un établissement pour prendre des groupes classe 8 heures par semaine pour 693 € nets mensuels en même temps que leurs études, puis progressivement 963 € en 3<sup>ème</sup> année pour finir par prendre des classes entières en école et collège pour 980 € en Master 1.

Il y a même eu, le 8 juin, un post diffusé sur Konbini, un tabloïd créé par un ex conseiller à la communication de Sarkozy, qui révélait l'esprit de la campagne en disant en gros « *si tu ne veux pas travailler à Mc Do alors, deviens prof* ». Suite au tollé soulevé chez les enseignants, il a curieusement disparu...

Nous ne voulons pas de jeunes collègues corvéables à merci, payés moins de la moitié d'un salaire moyen de prof pour enseigner. Nous voulons qu'ils soient rémunérés durant leurs études, mais avec un vrai salaire.

---

## 2S2C : le champ expérimental des nouvelles attaques de Blanquer

Un nouveau dispositif a vu le jour à la sortie du confinement : les 2S2C, pour Sport-Santé-Culture-Civisme. Les écoles ne pouvant absorber la totalité des élèves du fait de la distanciation, le périscolaire, c'est-à-dire les communes, ont été sollicitées pour prendre en charge une partie des élèves, avec des activités sportives et culturelles, sur le temps scolaire. Faisant de nécessité vertu, Blanquer a expliqué que « *Nous avons à penser une place supplémentaire du sport et de la culture à l'école* ».

De dispositif temporaire, Blanquer voudrait bien pérenniser le système. « *Une contrainte forte peut nous amener à une évolution positive car on avait déjà l'objectif de développer la place du sport et de la culture. Ce qui préfigure cela c'est le 2S2C* ». Et Blanquer d'expliquer que nous avons à imaginer une « *école nouvelle* ».

Cette école nouvelle n'est pas une idée nouvelle. Le sport, les activités artistiques et culturelles pourraient être progressivement

dévolus aux communes, recentrant l'école sur les fondamentaux « *lire, écrire, compter, vivre ensemble* », le minimum nécessaire aux enfants des classes populaires pour répondre aux besoins du marché du travail.

Ce serait une nouvelle étape dans l'aggravation des inégalités, de nombreuses communes n'ayant pas les moyens de mettre en place des activités de qualité, comme on a déjà pu le constater sur les quelques communes qui ont mis en place le dispositif. Et un moyen de continuer à supprimer des postes d'EPS, d'Arts plastiques ou Musique, qui pour Blanquer, ne semblent pas avoir leur place dans l'école.

Blanquer continue d'avancer ses pions vers une école publique utilitaire, appauvrie, réduite aux minimums d'enseignements, dégageant encore plus la possibilité pour les officines privées, de toutes sortes, de faire leur beurre sur le marché de l'éducation.

---

## La « fonction » de direction, c'est toujours non !

Le statut des directrices et directeurs, rejeté par notre lutte contre la loi Blanquer en 2019 nous est resservi par la députée LREM Cécile Rilhac avec une proposition de loi pour la création d'« *une fonction* » de direction qui sera discutée à l'Assemblée nationale le 22 juin. Déposée le 12 mai... le gouvernement veut faire très vite ! La consultation lancée début 2020 par le ministère suite au suicide de Christine Renon a conclu à un rejet massif par les collègues d'une autorité hiérarchique à la direction d'école. Plus de 90 % des PE restent attaché-es au fonctionnement d'équipe dans les conseils de maîtres, sans supérieur hiérarchique.

La proposition de loi abandonne le statut dans la forme, mais pas sur le fond. Elle abandonne la création d'un corps de personnels

de direction, les directeur-trices resteraient professeurs des écoles. Ils seraient nommés par le DASEN et détachés sur un emploi fonctionnel de direction, c'est-à-dire un poste à responsabilités uniquement le temps de la réalisation d'une feuille de route définie par la hiérarchie.

Alors que les directrices et directeurs revendiquent du temps supplémentaire et une aide administrative, pour le gouvernement, il ne s'agit que de mettre en place une hiérarchie intermédiaire au plus près des équipes. L'article 1 de la proposition de loi définit le nouveau directeur comme « *délégué de l'autorité académique* » et il devient « *décisionnaire* » y compris sur le plan pédagogique... donc... supérieur hiérarchique ! Un petit tour de passe-passe très mal accueilli dans les écoles !

Pour s'abonner à cette lettre électronique, écrivez à [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org), en précisant « *lettre éducation* »

Pour vous désabonner, envoyez un mail à [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org), en précisant « *désabonnement lettre éducation* »

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

[www.npa33.org](http://www.npa33.org) - [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org) - 07 83 64 43 49